

Nkunda, gendarme des puissants groupes opposés à l'entrée de la Chine au Congo



Le Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs a dénoncé, hier, à Madrid, le fait que les milices du général rebelle congolais Laurent Nkunda agissent comme les « gendarmes » au service de grands intérêts internationaux qui, à partir du Rwanda, s'opposent à l'entrée de la Chine en République Démocratique du Congo (RDC) pour l'exploitation des ressources minières de ce pays africain, selon l'information transmise par Europa Press.

Le Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs réunit des personnalités, tel le Prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez Esquivel, l'élue au Congrès des Etats-Unis

Cynthia A McKinney, le Président de la Fondation S'Olivar Joan Carrero, et la Fédération des Comités de Solidarité avec l'Afrique Noire.

Par ailleurs, selon les déclarations faites la semaine dernière par un témoin « qualifié » dans l'instruction ouverte par le juge espagnol Fernando Andreu contre le régime rwandais pour génocide, l'ex-président Laurent Désiré Kabila, père de l'actuel président congolais, aurait été assassiné sur ordre du président du Rwanda Paul Kagame, pour empêcher son rapprochement avec la Chine et le Venezuela.

Ces deux informations ont été développées et étayées par le président du Forum, Joan Carrero, qui, à la tête de la Fondation S'Olivar, a été plusieurs fois proposé pour le Prix Nobel de la Paix.

Les rebelles du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), du général tutsi Laurent Nkunda « sont les gendarmes de groupes beaucoup plus puissants ; ils agissent pour le compte de ceux qui s'opposent à ce que la Chine pénètre où que ce soit au Congo », a déclaré le président du Forum Juan Carrero, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue au Sénat.

D'après les déclarations de Joan Carrero, depuis que le gouvernement de Kinshasa « a signé un contrat d'un montant de 9 milliards de dollars avec la Chine », il a été confronté « à des niveaux insupportables de chantage ». Il a également déclaré que « Nkunda a déjà prévenu qu'il ne s'arrêtera pas tant que Kabila ne négociera pas et ne dénoncera pas ses contrats avec la Chine. »

Dans ce même sens, le sénateur Pere Sampol, du BLOC, a déclaré au cours de cette même conférence de presse que cette nouvelle guerre à l'Est du Congo « a été présentée comme un conflit ethnique ou tribal alors que problème essentiel a été le contrôle par de grands groupes européens et étatsuniens des ressources naturelles du Congo ».

« C'est juste au moment où le Congo a essayé d'établir des contrats commerciaux avec la Chine pour exploiter le cuivre et le coltan, avec des contrats beaucoup plus avantageux pour le Congo, que les multinationales, avec la complicité des grandes puissances internationales, ont provoqué ce conflit » a affirmé le sénateur.

Le gouvernement de Paul Kagame, a poursuivi Carrero, est en train de s'approprier la plus grande partie des minerais stratégiques qui se trouvent dans l'Est de la R.D.C., et en particulier une variété très spéciale de coltan, un composé de colombite et de tantale, fondamental dans l'industrie des télécommunications, et de caserite. « Le Rwanda est un grand exportateur de coltan, mais n'a pas de coltan sur son territoire » a-t-il expliqué.

Une autre déclaration de Carrero remet en question le rôle de la Monuc, la Mission de l'Onu au Congo, constituée par environ 17 000 casques bleus. Selon des témoignages qu'il a lui-même recueillis au cours d'un

récent séjour en République Démocratique du Congo, « la Monuc disparaît fréquemment quand Nkunda a le vent en poupe et, inversement, elle s'interpose et joue son rôle de modérateur lorsque Nkunda est acculé par l'armée congolaise ». Cette thèse de l'inefficacité de la Monuc dans ce conflit est corroborée, par ailleurs, par des sources directes de groupes venus de la société civile qui travaillent pour la justice et la paix dans la zone du Kivu.

Le président du Forum a qualifié de « rôle néfaste » le rôle joué par l'Onu en R.D.C. : « L'ancien secrétaire général de l'Onu, Monsieur Butros Butros Ghali, avait dénoncé le fait que le génocide était à cent pour cent de la responsabilité des Etats-Unis et c'était la raison pour laquelle son mandat n'avait pas été renouvelé » a-t-il ajouté.

Cette inaction de l'Onu est attestée par le paradoxe suivant : « 17 000 casques bleus s'avèrent incapables d'empêcher que 4 000 combattants de Nkunda soient à même de terroriser et de soumettre la population », a-t-il ajouté. Selon les dires de Carrero, le général espagnol Vicente Diaz de Villegas, qui a démissionné de ses responsabilités de chef de la Monuc en octobre dernier, « a laissé entendre que la Monuc dispose d'un mandat clair et énergique, mais que certaines puissances empêchent que ce mandat soit appliqué ».

Par ailleurs, la semaine dernière, quatre témoins sous protection ont témoigné devant le juge de la Quatrième Chambre du Tribunal Suprême, Fernando Andreu, dans le cadre de l'instruction judiciaire ouverte suite à la mort de quatre millions de Rwandais, victimes d'un plan «d'extermination pour raisons ethniques » exécuté par l'actuel parti au pouvoir, le Front Patriotique Rwandais, entre 1990 et 2002.

Un des intervenants, un «nouveau témoin extrêmement digne de foi, qui a eu une connaissance directe de l'assassinat de Laurent Désiré Kabila, le père » a certifié au magistrat qu'un « commando constitué de Rwandais recrutés dans l'entourage tutsi immédiat du président Kabila avait exécuté Kabila, avec un membre de la garde personnelle pour couper toutes les pistes ». Laurent Désiré Kabila fut assassiné en janvier 2001 et c'est son fils, l'actuel président, Joseph Kabila, qui lui a succédé à la présidence.

Le but de ce crime, a-t-il affirmé, c'était de « conserver le contrôle de l'exploitation des richesses minières du Congo par les grandes entreprises qui avaient obtenu les concessions d'exploitation grâce à l'invasion du pays qui avait précédé ». « Il y avait, à ce moment-là, des approches très sérieuses en direction de la Chine et du Venezuela, opposés à cette exploitation, ou plutôt à ce pillage, des fabuleuses ressources minières de l'ex-Zaïre qui sont parmi les plus importantes du monde », a affirmé Carrero. Le juge Andreu, selon Carrero, a été fortement impressionné par ce témoignage au point d'ordonner un supplément d'enquête et d'autres auditions.

Les témoignages faits devant le juge Andreu, a affirmé Carrero, ont révélé « les massacres » perpétrés par les forces rwandaises entre 1997 et 1998 dans « ces mêmes camps de réfugiés où, aujourd'hui, à nouveau, sont regroupées les personnes déplacées ».

Adolfo Pérez Esquivel, Cynthia A McKinney

Kinshasa, 24/11/2008 (LP/MCN)

[\[Imprimer \]](#) | [\[fermer \]](#)